

CRISE SANITAIRE ET COLLAPSOLOGIE

La crise du coronavirus met en évidence la fragilité de notre modèle de développement. Depuis plusieurs années, il n'est plus inconcevable de penser qu'il va carrément s'effondrer. Une science est même née : la collapsologie.

Elle a ses thèmes, ses orientations, ses figures. On pourrait y ranger ici Jean-Pierre Dupuy, Pablo Servigne ou Raphaël Stevens. Mais le plus en vue est cependant l'ancien ministre de l'environnement, Yves Cochet. Il s'est retiré en Bretagne à la campagne dans une ferme visant l'autosuffisance.

Dans son livre récent *Devant l'effondrement*, il avait écrit : « Les scénarios envisageables sont légion. Verra-t-on une tension internationale intense aboutir à l'utilisation d'armes nucléaires, rayant de la carte plusieurs grandes villes du monde (...) ? Une souche virulente aussi mortelle qu'Ebola et aussi contagieuse que la grippe se propagera-t-elle rapidement au monde entier sans qu'une réponse sanitaire ait pu être mise au point ? (...) » (Ed. Les liens qui libèrent, 2019, p. 122-123).

Et d'évoquer d'autres scénarios possibles : une panique sur les marchés des matières premières, un choc systémique global au sein du système bancaire. Le débat est autant théorique que pratique. Certes, il concerne d'abord les dimensions énergétique, climatique et alimentaire. L'hypothèse d'un effondrement d'origine sanitaire n'était qu'entrevue. Elle vient de nous rattraper.

La collapsologie concerne aussi les stratégies : faut-il être simplement alarmiste ? Faut-il être catastrophiste pour mobiliser les consciences ? Déjà, en son temps, Hans Jonas, déjà évoqué dans ces chroniques, avait manié « l'heuristique de la peur ». Pour lui, quoi qu'on en dise, la peur peut être bonne conseillère. Elle n'est pas la panique ou l'épouvante. Bien maniée, elle peut même conduire à un « remords anticipateur » : celui d'avoir eu toutes les cartes en main et ne pas avoir tenté de sauver la situation.

Pour sa part, dans une exagération rhétorique bien comprise, Yves Cochet n'y va pas de main morte : « Après la période d'effondrement du monde (les années 2020), puis l'intervalle de survie (les années 2030), les institutions locales, nationales et internationales auront toutes disparu. Chaos. Dans les années 2040, les jeunes survivants se demanderont ce que pouvait bien être la République française indivisible, laïque, démocratique et sociale ». Et d'enchaîner « on peut imaginer que, les formes de mobilité traditionnelles ayant disparu au cours des décennies précédentes, on assistera à la naissance d'une mosaïque de petites biorégions politiques, à l'image, peut-être, de ce qu'étaient les cités-Etats germaniques ou italiennes au XVIIIe siècle » (p. 126-127).

Ces scénarios hypothétiques, dans leur outrance, entendent secouer une psychologie du déni. Pour le dire en d'autres termes, pour reprendre Jean-Pierre Dupuy, un disciple de René Girard, nous pouvons ne pas croire à ce que nous savons.

Or, nous nous retrouvons devant plusieurs questions difficiles : sommes-nous devant un signe que l'énormité du coronavirus a dépassé tous les dispositifs envisagés ? Les orientations prises en cas d'incident nucléaire grave en France ou d'une guerre bactériologique, assez proche, dans les formes, d'une épidémie de grande ampleur, seraient-elles suffisantes ? On voit ici tout l'enjeu de ne pas rester désormais inertes sur ces interrogations cruciales.

Evidemment personne ne souhaite un désastre. Mais à défaut de changer de vie, il est peut-être temps de se demander s'il ne faut pas revoir, plus qu'à la marge, certains paramètres fondamentaux de nos sociétés. Un seul constat : qui est « sur le pont » en ce moment ? A l'approche de Pâques, on peut évoquer tous ceux qui, dans l'Eglise, ont œuvré, à la suite de l'opération « Diaconia 2013 » pour plus de fraternité et d'engagement. Mais on pense aussi aux nombreux agents de l'Etat. Avec les moyens du bord, ils font fonctionner encore hôpitaux, écoles et universités, services publics, transports. Alors que pendant des années, leurs budgets ont été objet de coupes sombres. Certains ont défilé en vain dans la rue. Aujourd'hui, personne ne conteste la légitimité de leurs demandes. La victoire est amère.

Jean-François PETIT aa

Le 4 avril 2020